

La voix de l'opposition de gauche

Le 3 décembre 2018

CAUSERIE ET INFOS

• [Au format pdf \(pages\)](#)

Face au totalitarisme, l'insurrection est légitime !

Il faut proposer aux travailleurs et aux militants d'avancer sur la voie de l'établissement d'un double pouvoir. Il faut populariser cette perspective politique face à l'intransigeance de Macron et l'ampleur des besoins urgents à satisfaire exprimés par l'ensemble de la population laborieuse et des classes moyennes.

C'est le régime qui est remis en cause, c'est le régime qu'il faut renverser. Assemblée populaire ou constituante souveraine élue par le peuple travailleur... Grève générale jusqu'à la satisfaction de l'ensemble des revendications de toutes les catégories de travailleurs du pays... Faisons table rase du passé...

- "Ambiance insurrectionnelle, avec incendies, barricades, nuages de gaz lacrymogène, canon à eau, etc."

- "Moratoire, dissolution, référendum, etc."

- Un total de 136.000 personnes ont participé samedi dans toute la France à la troisième journée de mobilisation des "gilets jaunes" au cours de laquelle 263 personnes ont été blessées contre 166.000 le samedi précédent. Près de 300.000 le samedi précédent.

Des chiffres qui sont très loin de correspondre à la réalité, cela dit, on peut observer qu'il n'y a pas encore des millions de travailleurs dans la rue.

Ce mouvement qui entraîne toutes les couches de travailleurs n'est pas encore parvenu à se structurer et à se fixer des objectifs politiques. La profonde décomposition et corruption du mouvement ouvrier en est à l'origine. Ils ont habitué les travailleurs à collaborer avec le régime depuis plus 80 ans, à trouver des solutions à leurs problèmes dans le cadre du régime en place, alors lorsqu'il s'agit de l'affronter directement, ils n'ont pas d'expériences sur lesquelles s'appuyer, et le confort relatif dans lequel ils ont vécu jusque là leur a plutôt ramolli le cerveau ou la volonté.

Oui, c'est d'une révolution prolétarienne que nous avons besoin pour nous débarrasser de tous les maux qui accaparent la société dont est responsable la survie du capitalisme et ses institutions qu'il faut maintenant balayer. Ceux qui nous gouvernent, ceux qui détiennent le pouvoir, l'oligarchie, ses représentants politiques et les élites à son service ont entraîné la société dans une régression sociale sans fin, la décadence, le chaos et la guerre.

Neutraliser leur pouvoir de nuisance est devenu une urgence, une nécessité absolue dont chacun doit prendre conscience, dont chacun est en train de prendre conscience. Si on tergiverse, si on recule, si on capitule, il faut avoir pleinement conscience que c'est le pire cauchemar qui nous attend. Il faut donc aller de l'avant et forger les instruments d'organisation qui permettront de

maintenir uni ou d'unir plus solidement la classe ouvrière et les classes moyennes vouées à la paupérisation.

Quel que soit le syndicat ou le parti ouvrier dans lequel nous militons ou que nous soutenons, chaque militant doit prendre ses responsabilités et aider à forger ces instruments du combat final contre le capital, il en va de l'avenir de la civilisation humaine.

N'écoutons pas les dirigeants qui ont refusé de participer à ce mouvement révolutionnaire ou qui l'ont condamné, ils ont confirmé de manière magistrale la caractérisation qu'on en avait donné ou leur faillite politique, et ils n'ont aucune légitimité. Vous pouvez exiger qu'ils soient à vos côtés, mais ce sera toujours pour mieux nous trahir, il faut donc davantage compter sur l'émergence de nouveaux dirigeants au cours de ce combat qui prendront la relève du combat révolutionnaire pour le socialisme.

Tous les militants doivent s'unir pour aider les travailleurs à s'organiser en laissant de côté leurs désaccords qu'ils pourraient attribuer à leurs dirigeants, ce ne serait que justice rendu que leur rendre ce qui leur appartient, car au départ aucun militant n'avait conçu son engagement politique au côté des travailleurs dans la perspective de trouver des arrangements avec leurs ennemis de classe au lieu de les combattre jusqu'au bout.

Nos dirigeants ont abandonné les deux seuls objectifs qui devaient guider le combat du mouvement ouvrier et de la classe ouvrière, construire un nouveau parti ouvrier révolutionnaire dans la perspective de la prise du pouvoir politique par les masses exploitées et opprimées.

Ils ont entraîné au combat et ils ont recruté des dizaines de milliers de travailleurs pendant plus d'un demi siècle, mais ils n'ont jamais rien fait pour que leurs militants acquièrent un niveau de conscience politique supérieure, pour qu'ils maîtrisent la méthode du marxisme, leurs partis n'ont été que des passoires, recrutant et perdant des milliers et milliers de militants pour finalement demeurer marginaux, impuissants, inexistantes. Quand on les entend parler de leur bilan, on croirait qu'ils auraient réalisé des choses phénoménales ou qu'on leur devrait beaucoup, foutaise, imposture, pure escroquerie, on leur doit juste l'absence de direction qui nous fait si cruellement défaut pour affronter Macron et le régime, alors on se passera de leurs leçons.

Ce qui les a dépassés et qu'ils n'ont pas vu venir, c'est que les couches les plus défavorisés du prolétariat, auxquelles ils avaient tourné le dos, allaient s'engager dans ce mouvement, conduites au désespoir elles ont commencé à se saisir de cette occasion pour engager le combat contre le régime en lui donnant un contenu révolutionnaire, car cet aspect révolutionnaire ne pouvait pas venir des classes moyennes, elles n'en sont pas encore rendus au stade où elles n'auraient plus rien à perdre, bien que cette crainte puisse les pousser à se radicaliser, bien plus sûrement elles y seraient encouragées par la rage qui habitent les masses poussées à bout, qui n'en peuvent plus, qui n'ont plus aucun espoir de s'en sortir, que tout le monde méprise ou a abandonné à leur triste sort, on les croyait résignées, elles se soulèvent pour exiger un changement radical de politique, de société, et pas seulement l'annulation d'une mesure !

Alors encourageons-les à exiger un changement de régime, à refuser tout compromis avec Macron, à se donner les moyens politiques pour entraîner sa chute et prendre le pouvoir.

Les médias-oligarques n'ont pas pu étouffer ce mouvement, ils ont même été obligés de rendre compte de sa popularité et de sa radicalisation croissante, sans que personne ne les écoute davantage que Macron. On peut donc affirmer que c'est d'ores et déjà une victoire remportée contre les forces coalisées de la réaction et ses commis du mouvement ouvrier, reste à savoir comment il va se terminer, parce qu'il ne faut pas se faire d'illusions sur son issue, et quels enseignements en tireront les masses, tout dépendra s'il se terminera dans l'ordre ou dans la débandade, les charlatans prêts à le récupérer et à le détourner de ses objectifs étant légions.

Ce qui a le plus fait défaut à ce mouvement, c'est l'absence d'organisation et de direction, c'est le principal enseignement que les masses doivent en tirer. C'est donc la tâche la plus urgente qu'il faut leur fixer d'accomplir. Eh oui, les faits sont têtus, on en revient toujours à ce facteur déterminant, dont le parti !

Qui a dit que Macron était un président "légitime" et le cautionne ainsi à la tête de l'Etat ?

Réponse : Mélenchon. (Source : AFP 2 décembre 2018)

Suite de la mouvement du 17 novembre

- "Gilets jaunes": Griveaux écarte à nouveau tout "changement de cap" - AFP 02.11

Le porte-parole du gouvernement Benjamin Griveaux a une nouvelle fois écarté dimanche un changement de cap de l'exécutif face à la crise des "gilets jaunes", demandant "un peu d'union nationale" autour des forces de l'ordre après les violences samedi à Paris.

«On a dit que nous ne changerions pas de cap. Parce que le cap est le bon», a déclaré Benjamin Griveaux ce dimanche matin sur BFMTV. AFP 02.11

- Gilets jaunes : le gouvernement n'exclut pas l'état d'urgence réclamé par des policiers - LeParisien.fr 02.11

- La colère des Gilets jaunes ne faiblit pas, l'exécutif doit agir vite - LeParisien.fr 02.11

- "Ça sent la révolution" : de l'Arc de triomphe à la rue de Rivoli, comment la manifestation des "gilets jaunes" a embrasé Paris - francetvinfo.fr 02.12

- Paris : émeutes inédites depuis 68 - Liberation.fr 02.11

- De Marseille à Englos, «tout le peuple nous rejoint» - Liberation.fr 02.11

Loin des violences parisiennes, les «gilets jaunes» ont continué, forts d'un large soutien populaire, à occuper ronds-points et péages tout le week-end.

Sur le rond-point des Près d'Arènes, on s'entend à peine hurler : tout autour de ce qui est devenu le QG des gilets jaunes à Montpellier, les automobilistes solidaires klaxonnent en continu. Pas de quoi déranger ceux qui se relaient ici nuit et jour depuis la mi-novembre. Ce dimanche, ils sont une cinquantaine. Parmi eux, Richard, 69 ans, inspecteur du travail à la retraite : «Moi je suis très heureux. Depuis Mai 68, je n'ai jamais eu autant d'espoir. Peu à peu, tout le peuple nous rejoint. Même les gens des quartiers populaires sont solidaires.» Il désigne le barbecue sur lequel des mètres de saucisse grillent : «Il y a énormément de gens qui nous apportent à manger, comme en 68 quand on ravitaillait les grévistes ! C'est historique.»

Simon, sans emploi, vient de fêter ses 43 ans sur ce rond-point. Lui aussi est enthousiaste : «Voir tout le monde dans la rue, au-delà des partis et des syndicats, on n'a jamais vu ça !» Il espère que ce mouvement permettra à la France de retrouver ses valeurs : liberté, égalité, fraternité. «La richesse n'a jamais été aussi mal partagée : si on se met tous ensemble, ça va pouvoir changer.» Casquette vissée sur la tête, Jami, 64 ans, acquiesce : «Cette marée, c'est un levier pour que la vie de tous devienne meilleure. Pour les jeunes générations confrontées à un présent et à un futur de merde, pour tous ceux qui souffrent actuellement.»

Un peu en retrait, Dora, 67 ans, est réconfortée par la solidarité qui se manifeste au rond-point. «Oui, j'ai l'espoir d'une vie meilleure, dit-elle, l'espoir d'une société dans laquelle les gens ne

dépriment plus...» D'autres gilets jaunes sont plus terre à terre : celle que tout le monde appelle «la mère Noël» (Sophie, 57 ans), aimerait que les travailleurs handicapés, comme elle, soient reconnus. Amédée, 22 ans, exige pour sa part le retour de l'ISF. Jim, un magasinier de 41 ans, rêve-lui de voir son Smic passer bientôt à 1 500 euros nets par mois.

A Englos (Nord) : «Ils se battent pour leurs droits»

«Ce que j'espère, c'est que Macron m'offre une bouteille de champagne pour Noël !» Marie-Noëlle blague : comme son amie Laurence, elle ne se plaint pas de son niveau de vie mais soutient les gilets jaunes. Solidaires «des gens qui ont le courage de travailler, gagnent le Smic et ne s'en sortent pas». L'hypermarché Auchan d'Englos, dans la banlieue de Lille, est ouvert pour les fêtes. Posés sur les tableaux de bord, les gilets jaunes sont nombreux. Laurence en convient, «c'est la tristesse à Paris, des gens profitent des manifestations pour détruire, ce n'est pas le but». Le but ? Elle a du mal à le définir, mais d'abord, c'est sûr, «une baisse du prix de l'essence». Caroline, 28 ans, et Damien, 33 ans, se réjouissent, eux, «que tout le monde s'entraide, soit uni pour la bonne cause, des jeunes, des retraités, des Blancs, des Noirs, ça, c'est touchant». Ils sont tous deux en CDI, elle technicienne en logistique, lui chauffeur-livreur. A leur petite fille de 8 ans, ils ont expliqué que les gilets jaunes «se battent pour leurs droits». Ils lui ont caché les images de violence à la télé, mais «elle a le droit de savoir pourquoi les gens se relaient dehors, après le travail. C'est pour son avenir, pour la future génération. Maintenant, on espère qu'ils se battent pour une vraie avancée». Laquelle ? «Une hausse du Smic, et aussi des retraites», lance Caroline. Ils voudraient un rééquilibrage des salaires, ne comprennent pas qu'un député gagne 7 000 euros bruts par mois. «Et le président de la République, même quand il n'est plus élu il garde un salaire à vie, souligne Damien. Alors que quand tu gagnes 1 500 euros par mois et que tu te retrouves au chômage, très rapidement tu n'as plus rien.»

Jean-Michel, 70 ans, cuisinier à la retraite, pointe ce Président «dans sa bulle» : «Il était en Argentine alors qu'il aurait dû s'occuper de son pays. Il dit seulement "je n'aime pas qu'on casse." On doit entendre autre chose !» Manuelle, femme de ménage, et Olivier, artisan, verraient bien Macron «dégager» : «Il faudrait remplacer ces politiciens par des travailleurs, des gens qui savent ce que c'est que travailler».

A Marseille : «Comme en Mai 68»

Les South Winners, le plus gros groupe de supporters du stade Vélodrome, avaient appelé il y a quelques jours le public marseillais à arborer, dimanche soir, leur gilet jaune à l'occasion du match OM-Reims. Osama, 23 ans, a déjà enfilé le sien bien avant le coup d'envoi. «Je voulais afficher mon soutien ce soir», explique ce jeune employé d'une grande surface. Les échauffourées de la veille n'ont rien changé à sa motivation. Samedi, les affrontements se sont multipliés à Marseille où plusieurs manifestations ont convergé vers la mairie. Les gilets jaunes ont été rejoints par un important cortège défilant pour le logement, après l'effondrement des deux immeubles le 5 novembre. Les CRS n'ont pas fait de détail, gazant la masse. Résultat : 21 interpellations après différentes violences, de l'incendie de sapins de Noël près du Vieux-Port au saccage d'une boutique de la gare Saint-Charles.

«Je ne cautionne pas, précise Osama, mais c'est comme en Mai 68. Avec le recul, notre génération est bien contente que des gens aient lancé des pavés pour que la société change. Je ne réclame pas un changement aussi radical, mais au moins que le gouvernement comprenne qu'on est déjà à découvert le 10 du mois.» Devant le stade, Benjamin, un chef d'entreprise de 35 ans a moins de difficultés. «Mais c'est par solidarité envers les plus pauvres qu'on a mis notre gilet, explique-t-il. L'Etat devrait faire comme nous, être plus solidaire.» Non loin d'eux, Jo et sa bande en jaune acquiescent. Depuis dix ans, ces Alsaciens font le trajet régulièrement en voiture vers Marseille pour supporter leur club de cœur. «En trois ans, on a pris 18 % d'augmentation entre l'essence et les péages, râle Jo, 29 ans. Enfin, cette fois-ci, avec les blocages, on est passés gratuitement.»

Son ami Thomas veut croire que le pouvoir va finir par ouvrir les yeux. «Il va falloir écouter les gens qui ont du mal à joindre les deux bouts, insiste-t-il. Moi, je suis pompier volontaire, je donne du temps pour les autres. Il faudrait que le gouvernement aussi vienne en aide à ceux qui en ont besoin.» Liberation.fr 02.11

- «On ne lâchera pas et on restera dans Paris avec nos ambulances» - Liberation.fr 02.11

- **Devant l'Élysée, Ruffin demande à Macron de "partir avant de rendre notre pays fou" - Le HuffPost 02.11**

- **Je souffre, donc je suis - LePoint.fr 2 décembre 2018**

Difficile de développer des arguments rationnels lorsque vos interlocuteurs vous opposent leur souffrance. Tel est le casse-tête du gouvernement.

Les Français souffrent, et pas qu'un peu. Voilà ce qu'ils disent d'eux-mêmes à longueur de journée depuis le démarrage du mouvement des Gilets jaunes. Le mal-être, certes, ne date pas d'hier, mais il culmine aujourd'hui à son zénith. Désormais, la vérité établie, que nul ne s'aviserait de contester, c'est que tout le monde souffre : les enfants à l'école, les parents au travail, les grands-parents à la maison, les automobilistes à la pompe, les contribuables face à la feuille d'impôt. Pour décrire le phénomène, tout le stock disponible des synonymes a été écoulé en peu de temps : colère, exaspération, supplice, calvaire, à bout... En matière de dramatisation sur l'état psychique de nos compatriotes, il sera difficile de monter en gamme à l'avenir. Quant à savoir qui souffre précisément, avec quelle intensité, depuis combien de temps et pour quelles raisons, on y réfléchira plus tard. Dans l'immédiat, l'essentiel est de se représenter la France comme une gigantesque boule de désespoir. LePoint.fr 2 décembre 2018

- «**Le moment n'est-il pas venu pour vous [Martin Hirsch] de refuser d'appliquer cette politique en plaçant le gouvernement face à ses responsabilités ?**» - Liberation.fr 3 décembre 2018

Dans une lettre parue dans le Journal du dimanche, 105 médecins de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris demandent à leur directeur général de démissionner. Autour du professeur André Grimaldi, ils écrivent ainsi : «Cher Martin Hirsch, vous avez déclaré que le fil rouge de votre action était la qualité des soins. Savez-vous comment a évolué cette qualité sous votre direction ? Notre conviction, c'est qu'elle s'est dégradée [...]. Vous n'en êtes pas directement responsable mais expliquer que la faute en revient aux personnels réfractaires au changement, accrochés à leur statut, à leurs routines et à leurs "privilèges" reviendrait à se défausser.» Liberation.fr 3 décembre 2018

Espagne. Confirmation. La gauche fraie bien la voie au fascisme.

- Coup de théâtre en Espagne : l'extrême droite entre au parlement régional d'Andalousie - AFP 3 décembre 2018

Un petit parti d'extrême droite, Vox, a fait son entrée dimanche dans un parlement régional, une première en Espagne, en remportant 12 sièges aux élections en Andalousie et mis fin à la domination de la gauche dans la région la plus peuplée du pays, une gifle pour le Premier ministre socialiste Pedro Sanchez.

Après dépouillement de plus de 99% des bulletins de vote, le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) enregistre le pire résultat de son histoire en Andalousie, une région méridionale de 8,4 millions d'habitants.

Il tombe de 47 à 33 sièges (sur 109). Ceux obtenus par ses alliés de la gauche radicale ne lui suffiront pas pour parvenir à la majorité absolue de 55 sièges sur 109 et donc pour former un gouvernement.

Le PSOE dirige l'Andalousie, seul ou en coalition, depuis 1982 mais n'a pas réussi à faire reculer le chômage et a été éclaboussé par un vaste scandale dans lequel sont impliqués deux anciens présidents de la région et ayant donné lieu à un procès-fleuve qui approche de son dénouement.

Un parti d'extrême droite entre dans un parlement régional pour la première fois depuis le rétablissement de la démocratie en Espagne après la mort du dictateur Francisco Franco en 1975.

La débâcle du PSOE en Andalousie est un camouflet pour Pedro Sanchez qui gouverne l'Espagne depuis six mois à peine avec une minorité de 84 sièges sur 350 à la chambre des députés. Il devrait convoquer des élections législatives dans l'année qui vient, sans doute après les élections municipales, régionales et européennes de mai prochain.

A droite, les conservateurs du Parti Populaire (PP) ont remporté 26 sièges, sept de moins qu'aux précédentes régionales en 2015, malgré tous les efforts de son nouveau chef Pablo Casado qui a succédé à l'ancien Premier ministre Mariano Rajoy cet été.

En revanche le Parti libéral Ciudadanos (centre droit) bondit de neuf à 21 sièges mais sans parvenir à dépasser le PP.

"Le changement l'a emporté aux élections andalouses", s'est écrié le chef de Ciudadanos, Albert Rivera. "Le "sanchisme" en a pris un coup, maintenant il s'agit de le couler dans les urnes".

Mathématiquement, en s'alliant à Vox, les deux partis de droite auraient une majorité de gouvernement avec 59 sièges. Aucun parti n'a exclu cette alliance sans précédent.

Les alliés naturels du PSOE, Adelante Andalucía (En avant Andalousie), variante locale de Podemos (gauche radicale), ne remportent que 17 sièges.

"Alerte antifaciste", s'est exclamé le leader de Podemos Pablo Iglesias, appelant toutes les formations de gauche à se mobiliser "pour défendre les libertés, la justice sociale, la fraternité et en fin de compte la démocratie". AFP 3 décembre 2018

ACTUALITE EN TITRES

COP ou le coup d'Etat permanent contre les peuples.

"Le genre humain" n'a qu'une seule menace, un seul ennemi : Le capitalisme !

- COP24 : le monde appelé à faire plus pour limiter les catastrophes climatiques - AFP 02.11

"Le genre humain est menacé de disparition alors nous devons agir d'urgence, maintenant, et avec audace", a déclaré à l'AFP Maria Fernanda Espinosa, la présidente de l'Assemblée générale de l'ONU. AFP 02.11

Instrumentalisation des masses et fabrication du consentement à la gouvernance mondiale ou au totalitarisme.

- Allemagne: des milliers de manifestants disent "non au charbon" - AFP 02.11

A bas la COP et l'écologisme !

Un esclave averti en vaut deux.

- Un Français sur 2 pense qu'on accueille "trop d'étrangers" - L'Express.fr 02.11

Un sondage publié par le JDD dénote un durcissement de l'opinion face au phénomène migratoire.
L'Express.fr 02.11

- La caravane des migrants se disloque au Mexique, faute d'entrer aux États-Unis - AFP 02.11

Les médias et les chefs d'Etat occidentaux aussi !

- Le chien de George Bush est resté fidèle au poste - Le HuffPost 02.11